

Recueil

DES ACTES ADMINISTRATIFS

2021

ARRÊTÉS DU PRÉSIDENT

Juillet 2021
N° 7 A - 2021

ardèche
LE DÉPARTEMENT

S O M M A I R E

I - Arrêtés du Président

* Arrêté temporaire n° 439 ADC WN 21 RD0536	5
* Arrêté temporaire n° 458 ADC WK 21 RD0223	7
* Arrêté temporaire n° 459 ADC WN 21 RD0019	9
* Arrêté temporaire n°465 ADC WN 21 RD0536	11
* Arrêté n° 2021-44	13
* Arrêté n° 2021-27	15
* Arrêté n° 2021-29	17
* Arrêté n° 2021-30	19
* Arrêté n° 2021-31	23
* Arrêté n° 2021-32	26
* Arrêté n° 2021-42	29
* Arrêté n° 2021-43	31
* Arrêté n° 2021-45	33
* Arrêté n° 2021-46	36
* Arrêté n° 2021-47	43
* Arrêté n° 2021-48	46
* Arrêté portant autorisation du multi-accueil «le jardin des galipettes.»	49
* Arrêté portant autorisation de modification multi-accueil «Germinal.»	51
* Arrêté portant autorisation de modification du multi accueil «Les Pitchounes.»	53

* Arrêté portant autorisation de modification du multi accueil «Les P'tits Loups.	55
* Arrêté portant autorisation de modification de la micro-crèche «Les Calinous.»	57
* Arrêté portant autorisation de modification d'agrément du multi accueil «Les Ardèchoux»	59

I - Arrêtés du Président

Arrêté temporaire n°439 ADC WN 21 RD0536

Portant réglementation de la circulation routière

Le Président,

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,

Vu la loi n°83-8 du 7 janvier 1983 modifiée relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat,

Vu le Code général des collectivités territoriales,

Vu le Code de la route

Vu le Code de la voirie routière,

Vu l'Instruction Interministérielle sur la signalisation routière approuvée par l'arrêté interministériel du 06 novembre 1992, et modifiée par les textes subséquents,

Vu l'arrêté n° 2021-313 de M. le Président du Département de l'Ardèche en date du 22/06/2021 portant délégations de signature.

Vu la demande de l'entreprise EUROVIA en date du 13/07/2021

Considérant que pour permettre l'exécution des travaux et assurer la sécurité des ouvriers de l'entreprise ou de la personne chargée de leur réalisation, et des usagers de la voie, il y a lieu de réglementer la circulation,

ARRETE :

Article 1 :

Afin de permettre à l'Entreprise EUROVIA d'effectuer des travaux de réfection de chaussée la circulation sera temporairement réglementée dans les conditions ci-après définies sur la :

RD 536 entre les PR 21+784 et PR 28+772 hors agglomération de LE ROUX et MONTPEZAT
SOUS BAUZON

Article 2 :

La circulation des véhicules de toutes natures sera réglementée comme suit :

Circulation alternée commandée par pilotage manuel schéma CF 23 du 12/07/2021 au 30/07/2021 inclus.

Ensuite la circulation sera réglementée selon les schémas phase 1, 2, 3 réfection de chaussée du 12/07/2021 au 20/08/2021.

- La gestion manuelle sera obligatoire de 8 h à 17 h, en cas de file d'attente dépassant 80 ml.
- Limitation de vitesse à 30 km/h au droit du chantier pendant toute la durée des travaux.
- Interdiction de stationner au droit du chantier.

Article 3 :

La signalisation réglementaire sera mise en place et maintenue en permanence en bon état par les soins et à la charge de l'Entreprise chargée de l'exécution des travaux selon le schéma fourni par les services du Département de l'Ardèche – Territoire sud-ouest et joint au présent arrêté.

Cette signalisation sera conforme aux prescriptions de l'instruction interministérielle du 6 novembre 1992 et retirée à la fin des travaux.

Le demandeur devra pouvoir assurer pendant toutes les périodes d'utilisation une intervention immédiate en cas de panne ou de détérioration du matériel de signalisation du chantier, de jour comme de nuit, en semaine, week-end et jour férié.

Le nom, le numéro de téléphone et le courriel de la personne chargée de ces interventions sont :
M. ROURE Florian Tél 06/46/71/93/14 Courriel : florian.roure@eurovia.com

Article 4 :

Les dispositions de l'article 1 et 2 du présent arrêté entreront en vigueur dès la mise en place de la signalisation réglementaire.

Article 5 :

Le présent arrêté sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Article 6 :

Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours gracieux sur le site www.telerecours.fr ou devant le Président du Conseil départemental de l'Ardèche et/ou d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Lyon, 184 rue Duguesclin, 69433 LYON Cedex 03, dans le délai de deux mois suivant sa publicité.

Article 7 :

Sont chargés de l'exécution du présent arrêté, chacun en ce qui le concerne :

- M. le Président (DRM/Territoire sud-ouest),
- M. le Commandant du Groupement de Gendarmerie de l'Ardèche à Privas,
- M. le Directeur de l'entreprise EUROVIA 25 chemin de saint pierre
ZA BTP RIPOTIER SUD 07202 AUBENAS CEDEX

Fait à AUBENAS le 13/07/2021

Pour le Président et par délégation,
Le Responsable Du territoire Sud-Ouest Adjoint


Jean-Louis VERT

DIFFUSION :

Commune(s) de LE ROUX et de MONTPEZAT SOUS BAUZON
Région AURA - Service Transports 07 (transports07@auvergnerhonealpes.fr)
Le territoire Sud-Ouest - SO montagne
Chrono

Affiché au Territoire Sud-Ouest
Secteur opérationnel de Montagne le 13/07/2021

Géo-référence consultable à l'adresse suivante

http://geo.ardèche.fr/portail_routes/index.html

Arrêté temporaire n° 458 ADC WK 21 RD0223

Portant réglementation de la circulation routière

Le Président,

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,

Vu la loi n°83-8 du 7 janvier 1983 modifiée relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat,

Vu le Code général des collectivités territoriales,

Vu le Code de la route

Vu le Code de la voirie routière,

Vu l'Instruction Interministérielle sur la signalisation routière approuvée par l'arrêté interministériel du 06 novembre 1992, et modifiée par les textes subséquents,

Vu l'arrêté n° 2021-5 de M. le Président du Département de l'Ardèche en date du 01/07/2021 portant délégations de signature,

Vu la demande de l'entreprise EUROVIA en date du 20/07/2021

Considérant que pour permettre l'exécution des travaux et assurer la sécurité des ouvriers de l'entreprise ou de la personne chargée de leur réalisation, et des usagers de la voie, il y a lieu de réglementer la circulation,

ARRETE :

Article 1 :

Afin de permettre à l'Entreprise EUROVIA d'effectuer des travaux de mise en œuvre d'enduits superficiels d'usure, la circulation sera temporairement réglementée dans les conditions ci-après définies sur la :

RD 223 entre les PR 12+300 et PR 15+160 hors agglomération de PRADES

Article 2 :

La circulation des véhicules de toutes natures sera réglementée comme suit :

Du 26/07/2021 au 04/08/2021 inclus.

- Circulation alternée commandé par pilotage manuel schéma CF23.
- Limitation de vitesse à 30 km/h au droit du chantier pendant toute la durée des travaux.
- Interdiction de stationnement.
- Balisage du chantier selon schéma spécifique CF enduits.

Du 26/07/2021 au 30/08/2021inclus

- Balisage du chantier selon schéma spécifique CF enduits.
- Limitation de vitesse à 30 km/h

Article 3 :

La signalisation réglementaire sera mise en place et maintenue en permanence en bon état par les soins et à la charge de l'Entreprise chargée de l'exécution des travaux selon le schéma fourni par les services du Département de l'Ardèche – Territoire Sud-ouest et joint au présent arrêté.

Cette signalisation sera conforme aux prescriptions de l'instruction interministérielle du 6 novembre 1992 et retirée à la fin des travaux.

Le demandeur devra pouvoir assurer pendant toutes les périodes d'utilisation une intervention immédiate en cas de panne ou de détérioration du matériel de signalisation du chantier, de jour comme de nuit, en semaine, week-end et jour férié.

Le nom, le numéro de téléphone et le courriel de la personne chargée de ces interventions sont :

M. Florian ROURE - Tél 06 46 71 93 14 - Courriel : florian.roure@eurovia.com

Article 4 :

Les dispositions de l'article 1 et 2 du présent arrêté entreront en vigueur dès la mise en place de la signalisation réglementaire.

Article 5 :

Le présent arrêté sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Article 6 :

Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours gracieux sur le site www.telerecours.fr ou devant le Président du Conseil départemental de l'Ardèche et/ou d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Lyon, 184 rue Duguesclin, 69433 LYON Cedex 03, dans le délai de deux mois suivant sa publicité.

Article 7 :

Sont chargés de l'exécution du présent arrêté, chacun en ce qui le concerne :

- M. le Président (DRM/Territoire Sud-Ouest),
 - M. le Commandant du Groupement de Gendarmerie de l'Ardèche à Privas,
- ou/et**
- M. le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Ardèche à Privas,
 - M. le Directeur de l'entreprise EUROVIA
- 25, chemin de St Pierre
ZA BTP Ripotier Sud BP 20171
07202 AUBENAS Cedex

Fait à AUBENAS, le 21/07/2021

Pour le Président et par délégation,
Le Responsable de Territoire Sud-Ouest Adjoint


Olivier EVESQUE

DIFFUSION :

Communes de PRADES

Région AURA - Service Transports 07 (transports07@auvergnerhonealpes.fr)

Le territoire Sud-Ouest - SO Lalevade

Chrono

Affiché au Territoire Sud-Ouest

le 21/07/2021

Géo-référence consultable à l'adresse suivante
http://geo.geoardeche.fr/portail_routes/index.html

Tx RD sans coupure hors agglo

Arrêté temporaire n°459 ADC WN 21 RD0019

Portant réglementation de la circulation routière

Le Président,

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,

Vu la loi n°83-8 du 7 janvier 1983 modifiée relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat,

Vu le Code général des collectivités territoriales,

Vu le Code de la route

Vu le Code de la voirie routière,

Vu l'Instruction Interministérielle sur la signalisation routière approuvée par l'arrêté interministériel du 06 novembre 1992, et modifiée par les textes subséquents,

Vu l'arrêté n° 2021-5 de M. le Président du Département de l'Ardèche en date du 01/07/2021 portant délégations de signature.

Vu la demande de l'entreprise EUROVIA en date du 19/07/2021

Considérant que pour permettre l'exécution des travaux et assurer la sécurité des ouvriers de l'entreprise ou de la personne chargée de leur réalisation, et des usagers de la voie, il y a lieu de réglementer la circulation,

ARRETE :

Article 1 :

Afin de permettre à l'Entreprise EUROVIA d'effectuer des travaux de reprise de réfection de chaussée la circulation sera temporairement réglementée dans les conditions ci-après définies sur la :

RD 19 entre les PR 27+700 et PR 32+200 hors agglomération de BORNE et de SAINT ETIENNE DE LUGDARES

Article 2 :

La circulation des véhicules de toutes natures sera réglementée comme suit :

Circulation alternée commandée par pilotage manuel schéma CF 23 Du 26/07/2021 au 4/08/2021 inclus.

Ensuite la circulation sera réglementée selon les schémas phase 1, 2, 3 réfection de chaussée du 26/07/2021 au 30/08/2021.

➤

- La gestion manuelle sera obligatoire de 8 h à 17 h, en cas de file d'attente dépassant 80 ml.
- Limitation de vitesse à 30 km/h au droit du chantier pendant toute la durée des travaux.
- Interdiction de stationner au droit du chantier.

Article 3 :

La signalisation réglementaire sera mise en place et maintenue en permanence en bon état par les soins et à la charge de l'Entreprise chargée de l'exécution des travaux selon le schéma fourni par les services du Département de l'Ardèche – Territoire sud-ouest et joint au présent arrêté.

Cette signalisation sera conforme aux prescriptions de l'instruction interministérielle du 6 novembre 1992 et retirée à la fin des travaux.

Le demandeur devra pouvoir assurer pendant toutes les périodes d'utilisation une intervention immédiate en cas de panne ou de détérioration du matériel de signalisation du chantier, de jour comme de nuit, en semaine, week-end et jour férié.

Le nom, le numéro de téléphone et le courriel de la personne chargée de ces interventions sont :
M. ROURE Florian - Tél 06/46/71/93/14 - Courriel : florian.roure@eurovia.com

Article 4 :

Les dispositions de l'article 1 et 2 du présent arrêté entreront en vigueur dès la mise en place de la signalisation réglementaire.

Article 5 :

Le présent arrêté sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Article 6 :

Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours gracieux sur le site www.telerecours.fr ou devant le Président du Conseil départemental de l'Ardèche et/ou d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Lyon, 184 rue Duguesclin, 69433 LYON Cedex 03, dans le délai de deux mois suivant sa publicité.

Article 7 :

Sont chargés de l'exécution du présent arrêté, chacun en ce qui le concerne :

- M. le Président (DRM/Territoire sud-ouest),
- M. le Commandant du Groupement de Gendarmerie de l'Ardèche à Privas,
- M. le Directeur de l'entreprise EUROVIA 25 chemin de St Pierre ZA BTP RIPOTIER SUD 07202 AUBENAS CEDEX

Fait à AUBENAS le 22/07/2021

Pour le Président et par délégation,

Le Responsable Du territoire Sud-Ouest Adjoint

Olivier EVESQUE



DIFFUSION :

Commune(s) de BORNE et SAINT ETIENNE DE LUGDARES

Région AURA - Service Transports 07 (transports07@auvergnerhonealpes.fr)

Le territoire Sud-Ouest - SO montagne

Chrono

Affiché au Territoire Sud-Ouest

Secteur opérationnel de montagne le 22/07/2021

Géo-référence consultable à l'adresse suivante : http://geo.geoardeche.fr/portail_routes/index.html

Arrêté temporaire n° 465 ADC WK 21 RD0536

Portant réglementation de la circulation routière

Le Président,

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,

Vu la loi n°83-8 du 7 janvier 1983 modifiée relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat,

Vu le Code général des collectivités territoriales,

Vu le Code de la route

Vu le Code de la voirie routière,

Vu l'Instruction Interministérielle sur la signalisation routière approuvée par l'arrêté interministériel du 06 novembre 1992, et modifiée par les textes subséquents,

Vu l'arrêté n° 2021-5 de M. le Président du Département de l'Ardèche en date du 01/07/2021 portant délégations de signature,

Vu la demande de l'entreprise GRANGIER SECOVAL en date du 22/07/2021

Considérant que pour permettre l'exécution des travaux et assurer la sécurité des ouvriers de l'entreprise ou de la personne chargée de leur réalisation, et des usagers de la voie, il y a lieu de réglementer la circulation,

ARRETE :

Article 1 :

Afin de permettre à l'Entreprise GRANGIER SECOVAL d'effectuer des travaux dans l'enceinte de l'usine de traitement des eaux potable de Pont de Veyrière, la circulation sera temporairement réglementée dans les conditions ci-après définies sur la :

RD 536 entre les PR 35+500 et PR 35+900 hors agglomération de MEYRAS

Article 2 :

La circulation des véhicules de toutes natures sera réglementée comme suit :

Du 26/07/2021 au 24/09/2021 inclus.

- Balisage de l'accès au chantier suivant le schéma DT 03 : Pose panneaux AK 14 + M9 « sortie de camions »
- Limitation de vitesse à **50** km/h au droit de l'accès au chantier pendant toute la durée des travaux.
- Interdiction de stationnement au droit de l'accès.

Article 3 :

La signalisation réglementaire sera mise en place et maintenue en permanence en bon état par les soins et à la charge de l'Entreprise chargée de l'exécution des travaux selon le schéma fourni par les services du Département de l'Ardèche – Territoire Sud-ouest et joint au présent arrêté.

Cette signalisation sera conforme aux prescriptions de l'instruction interministérielle du 6 novembre 1992 et retirée à la fin des travaux.

Le demandeur devra pouvoir assurer pendant toutes les périodes d'utilisation une intervention immédiate en cas de panne ou de détérioration du matériel de signalisation du chantier, de jour comme de nuit, en semaine, week-end et jour férié.

Le nom, le numéro de téléphone et le courriel de la personne chargée de ces interventions sont :

M. BARON Nicolas

Tél : 06 22 30 38 29

Courriel : contact@grangiersecoval.com

Article 4 :

Les dispositions de l'article 1 et 2 du présent arrêté entreront en vigueur dès la mise en place de la signalisation réglementaire.

Article 5 :

Le présent arrêté sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Article 6 :

Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours gracieux sur le site www.telerecours.fr ou devant le Président du Conseil départemental de l'Ardèche et/ou d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Lyon, 184 rue Duguesclin, 69433 LYON Cedex 03, dans le délai de deux mois suivant sa publicité.

Article 7 :

Sont chargés de l'exécution du présent arrêté, chacun en ce qui le concerne :

- M. le Président (DRM/Territoire Sud-ouest),
- M. le Commandant du Groupement de Gendarmerie de l'Ardèche à Privas,
- M. le Directeur de l'entreprise GRANGIER SECOVAL 16, rue de Saule 07250 LE POUZIN

Fait à AUBENAS, le 22/07/2021

Pour le Président et par délégation,
Le Responsable du Territoire Sud-ouest Adjoint


Olivier EVESQUE

DIFFUSION :

Commune de MEYRAS

Région AURA -Service Transports 07 (transports07@auvergnerhonealpes.fr)

Le territoire Sud-ouest- SO Lalevade

Chrono

Le 22/07/2021

Géo-référence consultable à l'adresse suivante
http://geo.geoardeche.fr/portail_routes/index.html

DÉPARTEMENT DE L'ARDÈCHE

Direction Générale des Services (DGS)
Dir Etude Juridique et Ressources
Documentaires
Etude Juridique et Ressources Documentaires

Virginie LAFONT
BP 737
07007 Privas Cedex
Tél : 04.75.66.77.66
sejrd@ardeche.fr

ARRÊTÉ n°2021-44

Portant désignation du Président du Conseil d'Administration du Service Départemental d'Incendie et de Secours (SDIS) de l'Ardèche

LE PRESIDENT,

VU le code général des collectivités territoriales, et notamment l'article L. 1424-27,

VU l'élection de M. Olivier AMRANE en qualité de Président du Conseil Départemental en date du 1er juillet 2021,

VU l'arrêté n°2017-237 du 13 juillet 2017 portant désignation du Président du conseil d'administration du Service Départemental d'Incendie et de Secours (SDIS) de l'Ardèche,

CONSIDERANT la désignation par l'assemblée délibérante le 23 juillet 2021 de ses représentants chargés de siéger au sein du conseil d'administration du SDIS de l'Ardèche,

CONSIDERANT que le Président du Conseil Départemental a la possibilité de désigner l'un des membres du conseil d'administration du SDIS de l'Ardèche en qualité de Président dudit conseil d'administration,

CONSIDERANT que la signature s'entend indifféremment comme pouvant prendre une forme manuscrite ou électronique,

ARRETE

Article 1^{er} : M. Pierre MAISONNAT, Conseiller départemental délégué, est désigné en qualité de Président du conseil d'administration du SDIS de l'Ardèche.

Article 2 : L'arrêté n°2017-237 du 13 juillet 2017 est abrogé.

Article 3 : Le présent arrêté pourra faire l'objet :

- d'un recours gracieux
- d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Lyon (184 rue Duguesclin – 69433 LYON Cedex 03) dans le délai de deux mois suivant sa publicité.

Le requérant peut saisir le Tribunal Administratif de Lyon de manière dématérialisée, par le biais de l'application informatique « Télérecours citoyen » accessible depuis le site internet www.telerecours.fr.

Article 4 : Le Directeur Général des Services est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des actes administratifs du Département ainsi que notifié à l'intéressée.

Fait à Privas le **29 JUL. 2021**

Le Président,
Monsieur Olivier AMRANE

Reçu à la Préfecture le **29 JUL. 2021**
Affiché en l'Hôtel du département le **29 JUL. 2021**
Identifiant de télétransmission : **191569**



DÉPARTEMENT DE L'ARDÈCHE

Direction Générale des Services (DGS)
Dir Etude Juridique et Ressources
Documentaires
Etude Juridique et Ressources Documentaires

Virginie LAFONT
BP 737
07007 Privas Cedex
Tél : 04.75.66.77.66
sejrd@ardeche.fr

ARRÊTÉ n°2021-27

Fixant les jours de fermeture administrative des services départementaux

LE PRESIDENT,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment son article L.3221-3 ;

VU l'élection de M. Olivier AMRANE en qualité de Président du Conseil Départemental en date du 1er juillet 2021;

Vu l'arrêté n°2020-323 du 18 novembre 2020 fixant les jours de fermeture administrative des services départementaux ;

VU l'avis favorable du Comité Technique du 22 janvier 2021 ;

CONSIDERANT les ponts bloqués de la période du 1^{er} septembre 2021 au 31 août 2022 ;

SUR proposition du Directeur Général des Services Départementaux ;

ARRETE

Article 1er : Les jours de fermeture des services départementaux, pour la période du 1^{er} septembre 2021 au 31 août 2022, sont les suivants :

- **Vendredi 27 mai 2022** (lendemain de l'Ascension)
- **Vendredi 15 juillet 2022** (lendemain de la Fête Nationale)

Article 2 : Ces jours sont automatiquement décomptés en début de période par le logiciel de gestion des absences.

Article 3 : Le présent arrêté pourra faire l'objet :

- d'un recours gracieux,
- et/ou d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Lyon, 184 rue Duguesclin, 69433 LYON Cedex 03, dans un délai de deux mois suivant sa publication.

Article 4 : Le Directeur Général des Services départementaux est chargé, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs du Département.

Fait à Privas le **27 JUL. 2021**

Le Président
Monsieur Olivier AMRANE



Reçu à la Préfecture le **27 JUL. 2021**
Affiché en l'Hôtel du département le **27 JUL. 2021**
Identifiant de télétransmission : **191185**

DÉPARTEMENT DE L'ARDÈCHE

Direction Générale des Services (DGS)
Finances, Appui et Conseil
Comptabilité, Dette

Philippe BONINO
Quartier la Chaumette
07007 PRIVAS CEDEX

ARRÊTÉ n°2021-29

Autorisation préalable et permanente de poursuites donnée au comptable du Département de l'Ardèche pour le recouvrement des produits locaux

LE PRESIDENT,

VU le code général des collectivités territoriales et notamment son article R. 1617-24;

VU le décret n° 2011-2036 du 29 décembre 2011 article 1 relatif à l'autorisation préalable des poursuites pour le recouvrement des produits locaux

Considérant que l'article R 1617-24 du code général des collectivités territoriales, pose pour principe que l'ordonnateur autorise l'exécution forcée des titres de recettes selon des modalités qu'il arrête après avoir recueilli l'avis du comptable. Cette autorisation peut être permanente ou temporaire pour tout ou partie des titres que l'ordonnateur émet.

Considérant qu'une autorisation permanente au comptable public pour effectuer ces actes, sans demander systématiquement l'autorisation de l'ordonnateur, améliorera le recouvrement des recettes de la collectivité en les rendant plus aisées.

ARRETE

Article 1 :

Une autorisation générale et permanente est accordée au comptable public pour poursuivre les redevables défaillants par voie d'opposition à des tiers détenteurs (employeur, banque....) de saisie vente, de saisie attribution et par toutes poursuites subséquentes nécessaires, sans solliciter d'autorisation préalable, pour tous les titres de recettes de la collectivité.

Cette autorisation est valable pour toute la durée du mandat actuel.

Article 2 :

Ampliation du présent arrêté est adressé à :

- Monsieur le Préfet, pour contrôle de légalité
- Monsieur le Payeur Départemental.

Fait à Privas le 12/07/2021

Le Président,
Monsieur Olivier AMRANE



Reçu à la Préfecture le 16.07.2021
Affiché en l'Hôtel du département le 16.07.2021
Identifiant de télétransmission : 191260

DÉPARTEMENT DE L'ARDÈCHE

Direction Générale des Services (DGS)
Dir Etude Juridique et Ressources
Documentaires
Etude Juridique et Ressources Documentaires

Virginie LAFONT
BP 737
07007 Privas Cedex
Tél : 04.75.66.77.66
sejrd@ardeche.fr

ARRÊTÉ n°2021-30

Portant délégations de fonction et de signature à Mme Sandrine GENEST, Première Vice-Présidente du Conseil Départemental en charge de la santé, de la petite enfance et des politiques contractuelles

LE PRESIDENT,

- VU** l'article L. 3221-3 du Code Général des Collectivités Territoriales ;
- VU** la loi n°2013-907 modifiée du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique ;
- VU** le décret n° 2013-1212 modifié du 23 décembre 2013 relatif aux déclarations de situation patrimoniale et déclarations d'intérêts adressées à la Haute Autorité pour la transparence de la vie publique ;
- VU** le décret n°2014-90 du 31 janvier 2014 portant application de l'article 2 de la loi n°2013-907 du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique, et en particulier l'article 7 ;
- VU** l'élection de M. Olivier AMRANE en qualité de Président du Conseil Départemental en date du 1^{er} juillet 2021 ;
- VU** l'élection de Mme Sandrine GENEST en qualité de Première Vice-Présidente du Conseil Départemental en date du 1^{er} juillet 2021 ;
- VU** l'arrêté portant délégations de signature relatives à la Direction Générale des Services, et notamment son article 1 ;
- VU** l'arrêté n°2021-7 portant délégations de fonction et de signature à Mme Sandrine GENEST, Première Vice-Présidente du Conseil Départemental en charge de la santé et de la politiques contractuelles en date du 1^{er} juillet 2021 ;

CONSIDERANT que la signature s'entend indifféremment comme pouvant prendre une forme manuscrite ou électronique ;

CONSIDERANT que cette délégation ne dessaisit pas M. le Président du Conseil

Départemental, de ses attributions et que ce dernier peut à tout moment se saisir des attributions déléguées ;

ARRETE

TITRE 1 : Délégation de fonctions et de signatures

Article 1^{er} : Délégation de fonction de l'exécutif départemental et de signature est donnée, sous ma surveillance et ma responsabilité, à Mme Sandrine GENEST, Première Vice-Présidente du Conseil Départemental en ce qui concerne :

- **La santé**
- **La petite enfance**
- **Les politiques contractuelles**

TITRE 2 : Obligations et recours

Article 2 : Mme Sandrine GENEST devra satisfaire à l'obligation de déclaration de situation patrimoniale au titre de la loi n° 2013-907 modifiée du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique, du décret n° 2013-1212 modifié du 23 décembre 2013 et du décret n°2014-90 du 31 janvier 2014 portant application de l'article 2 de la loi n°2013-907.

Article 3 : L'arrêté n° 2021-7 du Président du Conseil Départemental du 1^{er} juillet 2021 portant délégations de fonction et de signature à Mme Sandrine GENEST, Première Vice-Présidente du Conseil Départemental en charge de la santé et des politiques contractuelles est abrogé.

Article 4 : Le présent arrêté pourra faire l'objet dans le délai de deux mois suivant sa publicité :


- d'un recours gracieux
- d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Lyon (184 rue Duguesclin – 69433 LYON Cedex 03)

Le requérant peut saisir le Tribunal Administratif de Lyon de manière dématérialisée, par le biais de l'application informatique « Télérecours citoyen » accessible depuis le site internet www.telerecours.fr.

Article 5 : Le Directeur Général des Services est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à Mme Sandrine GENEST, Première Vice-Présidente du Conseil Départemental, transmis au contrôle de légalité et publié au Recueil des Actes Administratifs du Département.

Fait à Privas le **13 JUL. 2021**

Le Président,
Monsieur Olivier AMRANE



13 JUIL. 2021

Reçu à la Préfecture le

Affiché en l'Hôtel du département le

Identifiant de télétransmission : 13 JUIL. 2021

n°191289

DÉPARTEMENT DE L'ARDÈCHE

Direction Générale des Services (DGS)
Dir Etude Juridique et Ressources
Documentaires
Etude Juridique et Ressources Documentaires

Virginie LAFONT
BP 737
07007 Privas Cedex
Tél : 04.75.66.77.66
sejrd@ardeche.fr

ARRÊTÉ n°2021-31

**Portant délégations de fonction et de signature à Mme Françoise RIEU-FROMENTIN,
Conseillère Départementale déléguée en charge de la santé et de la protection de l'enfance**

LE PRESIDENT,

- VU** l'article L. 3221-3 du Code Général des Collectivités Territoriales ;
- VU** la loi n°2013-907 modifiée du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique ;
- VU** le décret n° 2013-1212 modifié du 23 décembre 2013 relatif aux déclarations de situation patrimoniale et déclarations d'intérêts adressées à la Haute Autorité pour la transparence de la vie publique ;
- VU** le décret n°2014-90 du 31 janvier 2014 portant application de l'article 2 de la loi n°2013-907 du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique, et en particulier l'article 7 ;
- VU** l'élection de M. Olivier AMRANE en qualité de Président du Conseil Départemental en date du 1^{er} juillet 2021 ;
- VU** l'arrêté portant délégations de signature relatives à la Direction Générale des Services, et notamment son article 1 ;
- VU** l'arrêté n°2021-15 portant délégations de fonction et de signature à Mme Françoise RIEU-FROMENTIN, Conseillère Départementale en charge de la santé en date du 1^{er} juillet 2021 ;

CONSIDERANT que la signature s'entend indifféremment comme pouvant prendre une forme manuscrite ou électronique ;

CONSIDERANT que cette délégation ne dessaisit pas M. le Président du Conseil Départemental de ses attributions et que ce dernier peut à tout moment se saisir des attributions déléguées ;

ARRETE

TITRE 1 : Délégation de fonctions et de signatures

Article 1^{er} : Délégation de fonction de l'exécutif départemental et de signature est donnée, sous ma surveillance et ma responsabilité, à Mme Françoise RIEU-FROMENTIN, Conseillère Départementale déléguée en ce qui concerne :

- La santé
- La protection de l'enfance

TITRE 2 : Obligations et recours

Article 2 : Mme Françoise RIEU-FROMENTIN devra satisfaire à l'obligation de déclaration de situation patrimoniale au titre de la loi n° 2013-907 modifiée du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique, du décret n° 2013-1212 modifié du 23 décembre 2013 et du décret n°2014-90 du 31 janvier 2014 portant application de l'article 2 de la loi n°2013-907.

Article 3 : L'arrêté n°2021-15 portant délégations de fonction et de signature à Mme Françoise RIEU-FROMENTIN, Conseillère Départementale en charge de la santé en date du 1er juillet 2021 est abrogé.

Article 4 : Le présent arrêté pourra faire l'objet dans le délai de deux mois suivant sa publicité :

- d'un recours gracieux
- d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Lyon (184 rue Duguesclin – 69433 LYON Cedex 03)

Le requérant peut saisir le Tribunal Administratif de Lyon de manière dématérialisée, par le biais de l'application informatique « Télérecours citoyen » accessible depuis le site internet www.telerecours.fr.

Article 5 : Le Directeur Général des Services est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à Mme Françoise RIEU-FROMENTIN, Conseillère Départementale déléguée, transmis au contrôle de légalité et publié au Recueil des Actes Administratifs du Département.

Fait à Privas le **13 JUL. 2021**

Le Président,
Monsieur Olivier AMRANE



Reçu à la Préfecture le **13 JUIL. 2021**
Affiché en l'Hôtel du département le
Identifiant de télétransmission : n° 1912 **13 JUIL. 2021**

DÉPARTEMENT DE L'ARDÈCHE

Direction Générale des Services (DGS)
Dir Etude Juridique et Ressources
Documentaires
Etude Juridique et Ressources Documentaires

Virginie LAFONT
BP 737
07007 Privas Cedex
Tél : 04.75.66.77.66
sejrd@ardeche.fr

ARRÊTÉ n°2021-32

**Portant délégations de fonction et de signature à Mme Laëtitia BOURJAT, Conseillère
Départementale spéciale auprès du Président en charge de l'économie, de l'insertion et de
l'emploi**

LE PRESIDENT,

- VU** l'article L. 3221-3 du Code Général des Collectivités Territoriales ;
- VU** la loi n°2013-907 modifiée du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique ;
- VU** le décret n° 2013-1212 modifié du 23 décembre 2013 relatif aux déclarations de situation patrimoniale et déclarations d'intérêts adressées à la Haute Autorité pour la transparence de la vie publique ;
- VU** le décret n°2014-90 du 31 janvier 2014 portant application de l'article 2 de la loi n°2013-907 du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique, et en particulier l'article 7 ;
- VU** l'élection de M. Olivier AMRANE en qualité de Président du Conseil Départemental en date du 1^{er} juillet 2021 ;
- VU** l'arrêté portant délégations de signature relatives à la Direction Générale des Services, et notamment son article 1 ;
- VU** l'arrêté n°2021-23 portant délégations de fonction et de signature à Mme Laëtitia BOURJAT, Conseillère Départementale spéciale en charge de l'économie en date du 1er juillet 2021;

CONSIDERANT que la signature s'entend indifféremment comme pouvant prendre une forme manuscrite ou électronique ;

CONSIDERANT que cette délégation ne dessaisit pas M. le Président du Conseil Départemental de ses attributions et que ce dernier peut à tout moment se saisir des attributions déléguées ;

ARRETE

TITRE 1 : Délégation de fonctions et de signatures

Article 1^{er} : Délégation de fonction de l'exécutif départemental et de signature est donnée, sous ma surveillance et ma responsabilité, à Mme Laëtitia BOURJAT, Conseillère Départementale spéciale auprès du Président, en ce qui concerne :

- L'économie
- L'insertion
- L'emploi

TITRE 2 : Obligations et recours

Article 2 : Mme Laëtitia BOURJAT devra satisfaire à l'obligation de déclaration de situation patrimoniale au titre de la loi n° 2013-907 modifiée du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique, du décret n° 2013-1212 modifié du 23 décembre 2013 et du décret n°2014-90 du 31 janvier 2014 portant application de l'article 2 de la loi n°2013-907.

Article 3 : L'arrêté n°2021-23 portant délégations de fonction et de signature à Mme Laëtitia BOURJAT, Conseillère Départementale spéciale en charge de l'économie en date du 1er juillet 2021 est abrogé.

Article 4 : Le présent arrêté pourra faire l'objet dans le délai de deux mois suivant sa publicité :

- d'un recours gracieux
- d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Lyon (184 rue Duguesclin – 69433 LYON Cedex 03)

Le requérant peut saisir le Tribunal Administratif de Lyon de manière dématérialisée, par le biais de l'application informatique « Télérecours citoyen » accessible depuis le site internet www.telerecours.fr.

Article 5 : Le Directeur Général des Services est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à Mme Laëtitia BOURJAT, Conseillère Départementale spéciale auprès du Président, transmis au contrôle de légalité et publié au Recueil des Actes Administratifs du Département.

Fait à Privas le

13 JUL. 2021

Le Président,
Monsieur Olivier AMRANE



Reçu à la Préfecture le **13 JUIL. 2021**
Affiché en l'Hôtel du département le **13 JUIL. 2021**
Identifiant de télétransmission : n° 191281

DÉPARTEMENT DE L'ARDÈCHE

Direction Générale des Services (DGS)
Dir Etude Juridique et Ressources
Documentaires
Etude Juridique et Ressources Documentaires

Virginie LAFONT
BP 737
07007 Privas Cedex
Tél : 04.75.66.77.66
sejrd@ardeche.fr

ARRÊTÉ n°2021-42

Portant représentation du Président du Conseil Départemental à la Présidence de la Commission d'Appel d'Offres

LE PRESIDENT,

VU le code général des collectivités territoriales, et notamment les articles L1411-5, L1414-1 et L. 3221-3,

VU l'élection de M. Olivier AMRANE en qualité de Président du Conseil Départemental en date du 1er juillet 2021,

VU l'arrêté n° 2017-239 du 17 juillet 2017 portant représentation du Président du Conseil Départemental à la présidence de la Commission d'Appel d'Offres,

CONSIDERANT que la signature s'entend indifféremment comme pouvant prendre une forme manuscrite ou électronique,

ARRETE

Article 1^{er} : M. Marc-Antoine QUENETTE, Quatrième Vice-Président, est désigné en qualité de Président de la Commission d'Appel d'Offres.

Article 2 : L'arrêté n° 2017-239 du 17 juillet 2017 est abrogé.

Article 3 : Le présent arrêté pourra faire l'objet :

- d'un recours gracieux
- d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Lyon (184 rue Duguesclin – 69433 LYON Cedex 03) dans le délai de deux mois suivant sa publicité.

Le requérant peut saisir le Tribunal Administratif de Lyon de manière dématérialisée, par le biais de l'application informatique « Télérecours citoyen » accessible depuis le site internet www.telerecours.fr.

Article 4 : Le Directeur Général des Services Départementaux et l'intéressée sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs du Département.

Fait à Privas le **29 JUIL. 2021**

Le Président,
Monsieur Olivier AMRANE

Reçu à la Préfecture le **29 JUIL. 2021**
Affiché en l'Hôtel du département le **29 JUIL. 2021**
Identifiant de télétransmission : **191567**



DÉPARTEMENT DE L'ARDÈCHE

Direction Générale des Services (DGS)
Dir Etude Juridique et Ressources
Documentaires
Etude Juridique et Ressources Documentaires

Virginie LAFONT
BP 737
07007 Privas Cedex
Tél : 04.75.66.77.66
sejrd@ardeche.fr

ARRÊTÉ n°2021-43

Portant habilitation pour le contrôle des établissements et services sociaux et médico-sociaux

LE PRESIDENT,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment l'article L.3221-3 ;

VU le Code de l'Action Sociale et des Familles, notamment les articles L. 133-2, L.312-1, et L. 313-13 ;

VU l'élection de M. Olivier AMRANE en qualité de Président du Conseil Départemental en date du 1er juillet 2021 ;

VU l'arrêté portant organisation des services départementaux ;

VU l'arrêté n° 2020-144 du 16 mars 2020 portant habilitation pour le contrôle des établissements et services sociaux et médico-sociaux ;

CONSIDERANT que la signature s'entend indifféremment comme pouvant prendre une forme manuscrite ou électronique,

SUR proposition du Directeur Général des Services Départementaux ;

ARRETE

Article 1^{er} : Sont habilités, sous mon contrôle et ma responsabilité, dans le cadre de leurs attributions et de leurs domaines de compétence, à contrôler le respect, par les bénéficiaires et les institutions intéressées, des règles applicables aux formes d'aide sociale relevant de la compétence du Département, et à exercer un contrôle technique sur les institutions qui relèvent d'une autorisation de création délivrée par mes soins :

- **M. Marc-François DUCROUX**, Directeur de l'Autonomie, des Personnes Agées et des Personnes Handicapées
- **Mme Isabelle GOURDON**, Directrice Adjointe de l'Autonomie,
- **Mme Isabelle BON**, chargée de mission projets et prospective autonomie
- **Mme Gaëtane VAN BELLEGEM**, chef de Service Pilotage des Etablissements et des Services d'Aide et d'Accompagnement à Domicile,
- **Mmes Loubna BOUNGUAB, Karine ORTINO, Delphine DORSO, Juliette LEMAIRE** et **MM. Jean-Michel BADEL, Alain DUBUIS-PELLIZZARI**, chargés d'établissements pour personnes âgées et personnes handicapées,
- **MM. les Docteurs Joël DUTERTRE, Jean FAYOLLE, Philip CHALAMET**, médecins départementaux,

Article 2 : L'arrêté n° 2020-144 du 16 mars 2020 est abrogé.

Article 3 : Le présent arrêté pourra faire l'objet :

- d'un recours gracieux,
- et/ou d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Lyon, 184 rue Duguesclin, 69433 LYON Cedex 03,
dans le délai de deux mois suivant sa publicité.

Le requérant peut saisir le Tribunal Administratif de Lyon de manière dématérialisée, par le biais de l'application informatique « Télérecours citoyen » accessible depuis le site internet www.telerecours.fr.

Article 4 : Le Directeur Général des Services et les intéressés sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs du Département.

Fait à Privas le **29 JUIL. 2021**

Le Président,
Monsieur Olivier AMRANE



Reçu à la Préfecture le **29 JUIL. 2021**
Affiché en l'Hôtel du département le **29 JUIL. 2021**
Identifiant de télétransmission : **JA1568**

DÉPARTEMENT DE L'ARDÈCHE

Direction Générale des Services (DGS)
Dir Etude Juridique et Ressources
Documentaires
Etude Juridique et Ressources Documentaires

Virginie LAFONT
BP 737
07007 Privas Cedex
Tél : 04.75.66.77.66
sejrd@ardeche.fr

ARRÊTÉ n°2021-45

Portant composition de la commission d'examen de la situation et du statut des enfants confiés

LE PRESIDENT,

VU le Code de l'Action Sociale et des Familles, et notamment les articles L.223-1 et D.223-26 et suivants,

VU l'élection de M. Olivier AMRANE en qualité de Président du Conseil Départemental en date du 1er juillet 2021,

VU l'arrêté 2019-116 du 11 mars 2019,

VU le règlement intérieur de la commission d'examen de la situation et du statut des enfants confiés,

SUR PROPOSITION du Président du Conseil Départemental de l'Ardèche,

ARRETE

Article 1er : La commission d'examen de la situation et du statut des enfants confiés est composée des membres suivants :

Nom et prénom	Qualité
M. Marc VOLLE, Président de la commission, ou son représentant	Directeur Enfance Santé Famille Responsable du service départemental de l'Aide Sociale à l'Enfance
M. Lionel VERNA, ou son représentant	Conseiller technique Direction Départementale de l'Emploi, du Travail, des Solidarités et de la Protection
M. Bruce LARRIEU, ou son représentant	Chef de service Direction Enfance Santé Famille
Mme Géraldine PIZZO, secrétariat, ou son représentant	Rédacteur en charge de l'adoption
Mme Laurence CANAVERO, ou son représentant	Vice Présidente en charge des fonctions du juge des enfants, magistrat coordonnateur Tribunal de Grande Instance de Privas (cabinet n°1)
Mme Nathalie FREYNET, ou son représentant	Médecin départemental coordinatrice Protection Maternelle Infantile – Aide Sociale à l'Enfance
Mme Fleur ESSIG, ou son représentant	Psychologue clinicienne au Foyer Départemental de l'Enfance
M. Pascal MATHIEU, ou son représentant	Directeur Général de l'association Pluriels

Article 2 : L'arrêté n°2019-116 du 11 mars 2019 est abrogé.

Article 3 : Le présent arrêté pourra faire l'objet :

- d'un recours gracieux,
 - et/ou d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Lyon, 184 rue Duguesclin, 69433 LYON Cedex 03,
- dans le délai de deux mois suivant sa publicité.

Le requérant peut saisir le Tribunal Administratif de Lyon de manière dématérialisée, par le biais de l'application informatique « Télérecours citoyen » accessible depuis le site internet www.telerecours.fr.

Article 4 : Le Président du Conseil Départemental de l'Ardèche est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs du Département.

Fait à Privas le

29 JUL. 2021



Le Président,

Monsieur Olivier AMRANE

Reçu à la Préfecture le **29 JUIL. 2021**
Affiché en l'Hôtel du département le **29 JUIL. 2021**
Identifiant de télétransmission : **195772**

DÉPARTEMENT DE L'ARDÈCHE

Direction Générale des Services (DGS)
Dir Etude Juridique et Ressources
Documentaires
Etude Juridique et Ressources Documentaires

Virginie LAFONT
BP 737
07007 Privas Cedex
Tél : 04.75.66.77.66
sejrd@ardeche.fr

ARRÊTÉ n°2021-46

Portant désignation des chefs d'établissement départementaux dans le cadre de la réglementation contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public (ERP) et dans le cadre de la réglementation concernant le risque d'incendie et d'explosion et l'évacuation dans les établissements recevant des travailleurs (ERT)

LE PRESIDENT,

VU la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires ;

VU la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et notamment l'article 108-1 ;

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU le code de la construction et de l'habitation et notamment ses articles L. 123-1, R. 123-2 et R. 123-3 ;

VU la quatrième partie du code du travail et notamment son article L. 4221-1 ;

VU le décret n° 85-603 du 10 juin 1985 relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail ainsi qu'à la médecine professionnelle et préventive dans la fonction publique territoriale, et notamment son article 2-1 ;

VU l'arrêté du 25 juin 1980 portant approbation des dispositions générales du règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public (ERP) ;

VU le règlement intérieur de santé et de sécurité du Département de l'Ardèche de juin 2019 ;

VU l'arrêté n°2021-241 du 14 avril 2021 portant désignation des chefs d'établissements départementaux ;

Sur proposition de M. le Directeur Général des Services Départementaux ;

ARRETE

Article 1 : Sont désignés chefs d'établissements et chefs d'établissement adjoints des établissements, propriétés du Conseil Départemental de l'Ardèche :

Etablissements concernés	Fonctions	NOM-Prénom	Désignations
NORD			
Maison du Département Annonay	Responsable de Territoire Nord DRM	Emilie DE MIN	Chef d'établissement
	Directrice du Territoire d'Action Sociale	RAZE Catherine	Chef d'établissement
	Responsable de Territoire Adjoint	FANIA Lionel	Chef d'établissement adjoint
	Responsable de Territoire Adjoint	BADET Christine	Chef d'établissement adjoint
	Chef de service Autonomie	ROUX Delphine	Chef d'établissement adjoint
Secteur opérationnel Annonay : site Annonay	Responsable Entretien Exploitation des Routes (REER)	BLACHIER David	Chef d'établissement
	REER Adjoint	En cours de recrutement	Chef d'établissement adjoint
	REER Adjoint	GAILLARD Benjamin	Chef d'établissement adjoint
Atelier DIAM - Tournon	Chef de Service Garage et Ateliers Mécaniques (SGAM)	HILAIRE Vincent	Chef d'établissement
	Chef d'équipe atelier	DUFAUT René	Chef d'établissement adjoint
Secteur opérationnel Tournon : sites Tournon, Satillieu et Saint-Félicien	REER	DE BATTISTI François	Chef d'établissement
	REER Adjoint	FABRE Olivier	Chef d'établissement adjoint
	REER Adjoint	PILI Joris	Chef d'établissement adjoint
Secteur opérationnel Saint- Agrève : sites Saint-Agrève et Lamastre	REER	ALLIX Raphaël	Chef d'établissement
	REER Adjoint	CHATAIN Laurent	Chef d'établissement adjoint
	REER Adjoint	GARDE Romain	Chef d'établissement adjoint
Secteur opérationnel Le Cheylard : sites Le Cheylard, Saint-Martin de	REER	GRAS Jean René	Chef d'établissement
	REER Adjoint	TEYSSIER Nicolas	Chef d'établissement adjoint

Valamas et Borée	REER Adjoint	PHILIPPOT Nicolas	Chef d'établissement adjoint
Bibliothèque Départementale de Prêt (BDP) annexe Vernosc-les-Annonay	Responsable du Territoire Nord	KURTZ Pauline	Chef d'établissement
	Agent de bibliothèque	VALENTIN Bruno	Chef d'établissement adjoint

CENTRE			
Territoire d'Action Sociale Centre : siège, Centre Médico-Social (CMS) Guilherand-Granges et Vernoux-en-Vivaraïs	Directeur du Territoire d'Action Sociale	VIALLE Clarisse	Chef d'établissement
	Chef de Service Insertion	GAILLARD Sylvie	Chef d'établissement adjoint
PRIVAS			
Hôtel du Département et Villa la Petite Chaumette	Directeur Général des Services	JIMENEZ Antonin	Chef d'établissement
	Directeur Général Adjoint Patrimoine, Numérique, Mobilités (PNM)	AUBERT Philippe	Chef d'établissement adjoint
	Directrice Générale Adjointe Citoyenneté et Transition des Territoires	PEILLOUX Alexis	Chef d'établissement adjoint
Pôle Astier Froment (haut)	Directeur Général Adjoint PNM	AUBERT Philippe	Chef d'établissement
	Directeur des Routes et des Mobilités	BACCONNIER Yann	Chef d'établissement adjoint
	Directeur de l'Education, de la Jeunesse et de la Vie Associative	BERNE Catherine	Chef d'établissement adjoint
Pôle Astier-Froment (bas)	Directrice Générale Adjointe Solidarités	MALATIER Géraldine	Chef d'établissement
	Directeur de l'Autonomie, des Personnes Agées et des Personnes Handicapées	DUCROUX Marc-François	Chef d'établissement adjoint
	Directeur Enfance, Santé, Famille	VOLLE Marc	Chef d'établissement adjoint
Domaine de Bésignoles	Directeur de l'Immobilier des Achats et des Moyens	En cours de recrutement	Chef d'établissement
	Directeur Adjoint de l'Immobilier, des Achats et des Moyens	CHAMPANHET Michel	Chef d'établissement adjoint
Atelier DIAM - Pôle des Mines	Directeur de l'Immobilier des Achats et des Moyens	En cours de recrutement	Chef d'établissement
	Directeur Adjoint de l'Immobilier, des Achats et des Moyens	CHAMPANHET Michel	Chef d'établissement adjoint
Archives départementales	Directrice des Archives Départementales	GAULTIER Juliette	Chef d'établissement

	Directeur Adjoint	STEVENIN François	Chef d'établissement adjoint
Foyer départemental de l'enfance	Directeur du Foyer de l'Enfance (FDE)	DEDIDIER Sylvain	Chef d'établissement
	Chef du Service Educatif	LANG Michel	Chef d'établissement adjoint
Foyer départemental – villa adolescents	Directeur FDE	DEDIDIER Sylvain	Chef d'établissement
	Chef du Service Educatif	SEVILLA Éric	Chef d'établissement adjoint
CMS Privas	Directrice du Territoire d'Action Sociale	CAMPESE Anne-Claire	Chef d'établissement
	Chef de Service Santé et Famille	MOURI Tatiana	Chef d'établissement adjoint
Bibliothèque Départementale Veyras	Directrice Adjointe – Responsable BD	SACHDEVA VALIN Sylvie	Chef d'établissement
	Chef de Service Desserte, Equipement Logistique	FERRUT Cédric	Chef d'établissement adjoint

SUD-OUEST			
Territoire sud-ouest : siège Aubenas	Responsable de Territoire	DEBOS Bernard	Chef d'établissement
	Responsable de Territoire Adjoint	EVESQUE Olivier	Chef d'établissement adjoint
	Responsable de Territoire Adjoint	VERT Jean-Louis	Chef d'établissement adjoint
Secteur opérationnel Lalevade : sites , Meziilhac St-Eulalie/Béage	REER	MOREL René	Chef d'établissement
	REER Adjoint	SARRASIN Sébastien	Chef d'établissement adjoint
	REER Adjoint	PHILIPPOT Jean-François	Chef d'établissement adjoint
Secteur opérationnel Montagne : sites St-Etienne de L., St-Cirgues en Montagne, Coucouron	REER	ROLLAND Raphael	Chef d'établissement
	REER Adjoint	BORCIER Stéphane	Chef d'établissement adjoint
	REER Adjoint	LUCAS Jean-François	Chef d'établissement adjoint
Secteur opérationnel Montréal-Largentière : site Montréal, site d'Aubenas	REER	CHABANIS Dominique	Chef d'établissement
	REER Adjoint	TOMASINO Lionel	Chefs d'établissement adjoint
	REER Adjoint	SLUPCZEWSKI Franck	Chef d'établissement adjoint
Forestiers-Sapeurs – site Les Vans	Chef de l'unité des Forestiers-Sapeurs	ROCHE Christophe	Chef d'établissement
	Chef Adjoint de l'unité des Forestiers-Sapeurs	MANEVAL Nicolas	Chef d'établissement adjoint
Secteur opérationnel	REER	LABALME Frédéric	Chef d'établissement

Les Vans	REER Adjoint	PICHOT Frédéric	Chef d'établissement adjoint
	REER Adjoint	BASTIDE Didier	Chef d'établissement adjoint
Atelier DIAM – Lalevade	Chef de Service SGAM	HILAIRE Vincent	Chef d'établissement
	Chef d'équipe atelier	MAZE Jérôme	Chef d'établissement adjoint
Forestiers-sapeurs – site Lalevade	Chef de l'unité des Forestiers Sapeurs	ROCHE Christophe	Chef d'établissement
	Chef Adjoint de l'unité des Forestiers-Sapeurs	MANEVAL Nicolas	Chef d'établissement adjoint
Secteur opérationnel Lalevade	REER	MOREL René	Chef d'établissement
CMS les Vans et Vals-les-Bains	Directrice du Territoire d'Action Sociale	GOURDON Ginette	Chef d'établissement
	Chef du Service Prévention	MUNCHIANDO Sylviane	Chef d'établissement adjoint
	Chef du Service Santé Famille	COMMARMOT Véronique	Chef d'établissement adjoint
Base départementale de Salavas	Coordinateur base	DAMIENS Bruno	Chef d'établissement
	Intendant	BAUDE Thierry	Chef d'établissement adjoint
SUD-EST			
Territoire sud-est : siège le Teil	Responsable de Territoire	TORRES Lionel	Chef d'établissement
	Responsable de Territoire Adjoint	NAUDY Antoine	Chef d'établissement adjoint
	Responsable de Territoire Adjoint	BARBAUD Pascal	Chef d'établissement adjoint
Secteur opérationnel Privas : sites Privas, St Sauveur de Montagut, St Pierreville	REER	COUDERAT Guylène	Chef d'établissement
	REER Adjoint	POURRET David	Chef d'établissement adjoint
	RERR Adjoint	VERNET Frédéric	Chef d'établissement adjoint
Secteur opérationnel Saint Péray : sites Saint Péray, Vernoux	REER	VALLEE Daniel	Chef d'établissement
	REER Adjoint	COUDERAT Alexandre	Chef d'établissement adjoint
	REER Adjoint	FAY Lucas	Chef d'établissement adjoint
Secteur opérationnel le Teil : sites le Teil et Villeneuve-de-Berg	REER	FARCY Éric	Chef d'établissement
	REER Adjoint	MARNAS Joël	Chef d'établissement adjoint
Secteur opérationnel Bourg Saint-Andéol : sites Bourg Saint-Andéol et Vallon Pont	REER	UGUEN Philippe	Chef d'établissement
	REER Adjoint	HELMER Jean-Frédéric	Chef d'établissement adjoint

d'Arc	REER Adjoint	ZIEGLER Marc	Chef d'établissement adjoint
MuséAl Alba-la-Romaine	Chef de Service Archéologie Départementale Muséal	GERAUD STEWART Claire	Chef d'établissement
	Agent de musée	MYLLE Emmanuel	Chef d'établissement adjoint
	Agent de musée	DUROVRAY Natacha	Chef d'établissement adjoint
Site La Boissine	Chargé de mission	CRUMIERE André Claude	Chef d'établissement
	Chargée de mission	CLOEZ Sonia	Chef d'établissement adjoint

Article 2 : Les responsabilités et les missions du chef d'établissement sont les suivantes :

Le chef d'établissement organise la sécurité au sein des établissements placés sous sa responsabilité et veille à la compatibilité du fonctionnement de ces établissements avec les règles de sécurité incendie.

Il est chargé, en tant qu'exploitant de ces établissements, de veiller à la sécurité et à la protection de la santé des agents placés sous son autorité et de celle des éventuels usagers accueillis au sein des services. Il prend les mesures nécessaires et adaptées pour assurer cette protection, conformément à la réglementation en vigueur.

Le chef d'établissement a notamment pour mission de :

- organiser l'information relative à la sécurité incendie dans l'établissement,
- veiller à être présent ou représenté pendant les heures d'ouverture de l'établissement au public,
- respecter les effectifs maximum admissibles simultanément dans l'établissement,
- utiliser et faire utiliser les locaux aux mêmes fins que celles pour lesquelles ils ont été aménagés,
- vérifier la disponibilité de l'ensemble des escaliers, circulations et issues de secours,
- contrôler, avec le concours de la DIAM, le bon usage, le bon entretien et la maintenance des moyens de secours (éclairage de sécurité, alarme incendie, extincteurs, ...),
- s'assurer des affichages réglementaires (plan d'évacuation, consignes sécurité incendie),
- désigner des personnels de première intervention (PPI) au sein du personnel de l'établissement,
- organiser régulièrement des exercices d'évacuation des locaux et en rendre compte,
- assister à la visite des locaux ou se faire représenter par une personne qualifiée lors du passage de la commission de sécurité, des organismes de contrôle, des agents de la Direction des Ressources Humaines et/ou de la DIAM...,
- tenir à jour et disponible le registre unique de sécurité (RUS),
- assurer la mise en sécurité des personnels et des usagers en cas de sinistre.

Article 3 : Le chef d'établissement adjoint supplée le chef d'établissement en cas d'absence. Le chef d'établissement peut lui confier tout ou partie des tâches d'organisation de la sécurité incendie en fonction notamment de son niveau d'autorité, de moyen et de compétence.

Article 4 : Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours gracieux et/ou d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Lyon, 184 rue Duguesclin, 69433 LYON cedex 3, dans le délai de deux mois suivant sa publicité.

Le requérant peut saisir le Tribunal Administratif de Lyon de manière dématérialisée, par le biais de l'application informatique « Télérecours citoyen » accessible depuis le site internet www.telerecours.fr.

Article 5 : L'arrêté n° 2021-241 du 14 avril 2021 est abrogé.

Article 6 : Le présent arrêté sera notifié aux intéressés et publié au recueil des actes administratifs du Département.

Article 7 : Le Directeur général des services départementaux est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Privas le

29 JUIL. 2021

Le Président,
Monsieur Olivier AMRANE



29 JUIL. 2021

Reçu à la Préfecture le

Affiché en l'Hôtel du département le

Identifiant de télétransmission : **191570**

29 JUIL. 2021

DÉPARTEMENT DE L'ARDÈCHE

Direction Générale des Services (DGS)
Dir Etude Juridique et Ressources
Documentaires

Amélie HOUDART
BP 737
07007 Privas Cedex
Tél : 04.75.66.77.48
sejrd@ardeche.fr

ARRÊTÉ n°2021-47

portant habilitation pour le contrôle du pass sanitaire lors de la journée des maires ardéchois

LE PRESIDENT,

VU la loi n°2021-689 du 31 mai 2021 relative à la gestion de la sortie de crise sanitaire ;

VU le décret n°2021-955 du 19 juillet 2021 modifiant le décret 2021-699 du 1^{er} juin 2021 prescrivant les mesures générales nécessaires à la gestion de sortie de crise sanitaire ;

VU l'élection de M. Olivier AMRANE en qualité de Président du Conseil Départemental en date du 1^{er} juillet 2021 ;

Considérant que le Département de l'Ardèche organise le 26 juillet 2021 la journée des maires ardéchois ;

Considérant que lors de cet événement le nombre de visiteurs sera supérieur à cinquante ;

SUR proposition du Directeur Général des Services Départementaux ;

ARRETE

Article 1^{er} : Sont habilités, lors de la journée des maires ardéchois en date du 26 juillet 2021, sous mon contrôle et ma responsabilité, à procéder à la vérification des justificatifs (sous format papier ou numérique) prévus à l'article 2-2 du décret du 1^{er} juin 2021 modifié, prescrivant les mesures générales nécessaires à la gestion de sortie de crise sanitaire, les agents suivants:

- **Mme ALLIGIER Catherine**
- **Mme BLONDET Cyrille**
- **Mme BRET Martine**
- **Mme CELLIER Alexandra**
- **Mme CLAIR Laurence**
- **Mme CLERC Catherine**
- **Mme COUTIER Angélique**
- **Mme CRESSON Emilie**
- **Mme GAUTHIER Anne Laure**
- **Mme HOURS Cecilia**
- **Mme LOUIS GACHET Mylène**
- **Mme MOUNIER Marielle**
- **M. MOUTON Philippe**
- **Mme MOUTON Yvana**
- **Mme NAUDY Magali**
- **Mme PEREZ Maëva**
- **Mme PERUCHON Catherine**
- **M. RIDAO-DEFECQUES Michel**
- **Mme SEVEYRAC Stéphanie**

Article 2 : Le présent arrêté pourra faire l'objet :

- d'un recours gracieux,
et/ou d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Lyon, 184 rue Duguesclin, 69433 LYON Cedex 03,
dans le délai de deux mois suivant sa publicité.

Le requérant peut saisir le Tribunal Administratif de Lyon de manière dématérialisée, par le biais de l'application informatique « Télérecours citoyen » accessible depuis le site internet www.telerecours.fr.

Article 3 : Le Directeur Général des Services et les intéressés sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs du Département.

Fait à Privas le **23 JUIL. 2021**

Le Président,
Monsieur Olivier AMRANE

Le Président,
et par son
Le Directeur Général des Services,

Antonin JIMENEZ

Reçu à la Préfecture le **23 JUIL. 2021**
Affiché en l'Hôtel du département le **23 JUIL. 2021**
Identifiant de télétransmission : **19158-1**



DÉPARTEMENT DE L'ARDÈCHE

Direction Générale des Services (DGS)
Dir Etude Juridique et Ressources
Documentaires

Amélie HOUDART
BP 737
07007 Privas Cedex
Tél : 04.75.66.77.48
sejrd@ardeche.fr

ARRÊTÉ n°2021-48

portant habilitation pour le contrôle du pass sanitaire à Muséal

LE PRESIDENT,

VU la loi n°2021-689 du 31 mai 2021 relative à la gestion de la sortie de crise sanitaire ;

VU le décret n°2021-955 du 19 juillet 2021 modifiant le décret 2021-699 du 1^{er} juin 2021 prescrivant les mesures générales nécessaires à la gestion de sortie de crise sanitaire ;

VU l'élection de M. Olivier AMRANE en qualité de Président du Conseil Départemental en date du 1er juillet 2021 ;

Considérant que Muséal accueille des visiteurs et organise régulièrement des événements ;

SUR proposition du Directeur Général des Services Départementaux ;

ARRETE

Article 1^{er} : Sont habilités, dans le cadre de l'accueil du public au Musée et des événements organisés par Muséal, sous mon contrôle et ma responsabilité, à procéder à la vérification des justificatifs (sous format papier ou numérique) prévus à l'article 2-2 du décret du 1^{er} juin 2021 modifié, prescrivant les mesures générales nécessaires à la gestion de sortie de crise sanitaire, les agents suivants:

- Mme CHARDON Léa,
- Mme CHAUSSIGNAND, Sophie,
- Mme DAVIAUD Caroline,
- Mme DUROVRAY Natacha,
- Mme GERAUD-STEWART Claire,
- Mme KLEE Adeline,
- M. MYLLE Emmanuel,
- Mme TEYSSIER Julie.

Article 2 : Le présent arrêté pourra faire l'objet :

– d'un recours gracieux,
et/ou d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Lyon, 184 rue Duguesclin, 69433 LYON Cedex 03,
dans le délai de deux mois suivant sa publicité.

Le requérant peut saisir le Tribunal Administratif de Lyon de manière dématérialisée, par le biais de l'application informatique « Télérecours citoyen » accessible depuis le site internet www.telerecours.fr.

Article 3 : Le Directeur Général des Services et les intéressés sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs du Département.

Fait à Privas le **29 JUL. 2021**

Le Président,
Monsieur Olivier AMRANE



29 JUIL. 2021

Reçu à la Préfecture le

Affiché en l'Hôtel du département le 29 JUIL. 2021

Identifiant de télétransmission : 101585

Direction Générale Adjointe Solidarités

**Direction Enfance Santé-Famille
Service Ressources Enfance Famille**

Isabelle HACHE
Tél : 04.75.66.78.44
Fax : 04.75.66.78.36
Email : ihache@ardeche.fr

ARRETE
portant autorisation
du multi-accueil
« Le jardin des Galipettes »
155, Rue de la Poste
07310 SAINT-MARTIN-DE-VALAMAS

Privas, le 5 juillet 2021

LE PRESIDENT,

VU le Code de la Santé Publique et notamment les articles L.2324-1 à L2324-4 et R.2324-16 à R.2324-48,

VU la demande de transformation formulée par l'Association Famille et Loisirs, sise 165 rue de la Poste, 07310 St-Martin-de-Valamas, gestionnaire de la structure « le Jardin des Galipettes », représentée par Madame Sophie LAFFONT, Présidente, en date du 2 juillet 2021,

VU le 1^{er} arrêté portant autorisation de création du 22 novembre 1994,

VU l'avis technique favorable de la Puéricultrice Coordinatrice de PMI en date du 1^{er} juillet 2021,

ARRETE

ARTICLE 1 - Autorisation : Une autorisation d'ouverture exceptionnelle de l'établissement susnommé au 6 juillet 2021,

ARTICLE 2 - Capacité d'accueil maximale : 15 places.

ARTICLE 3 - Age des enfants accueillis : de 2 mois et demi à 6 ans.

ARTICLE 4 - Modalités d'accueil : 15 places en accueil régulier ou occasionnel

ARTICLE 5 - Horaires d'ouverture et de fermeture : du lundi au vendredi de 6h45 à 18h15. Fermetures annuelles : 4 semaines l'été (1 fin juillet et 3 début août), 1 semaine à Noël et le Pont de l'Ascension.

ARTICLE 6 - Prestations proposées : accueil d'urgence, accueil d'enfants handicapés. Les repas et les couches sont apportés par les parents.

ARTICLE 7 - Effectif et qualifications du personnel : La Direction est assurée par Madame Brigitte CHABAL, Educatrice de Jeunes enfants (EJE).

Le personnel d'encadrement des enfants comprend :

- 1 EJE
- 2 auxiliaires de puériculture
- 2 personnes titulaires du CAP Petite Enfance
- 1 personne titulaire du CAP travailleuse familiale

Le nombre de personnes présentes sera, au minimum de 1 personne pour 5 enfants qui ne marchent pas et 1 personne pour 8 enfants qui marchent, et plus au moment des repas. La présence simultanée de deux personnes est obligatoire quel que soit le nombre d'enfants accueillis.

La continuité de la fonction de direction devra être assurée par une personne physiquement présente et dont la qualification est définie par l'article R. 23-24-36-2 du Code de Santé Publique.

ARTICLE 8 - Modification de l'autorisation : Tout projet de modification de la présente autorisation doit être portée à ma connaissance par lettre recommandée avec demande d'accusé de réception. A défaut de réponse de ma part dans un délai d'un mois, la modification de la présente autorisation sera réputée acquise.

ARTICLE 9 : L'arrêté du 3 juillet 2018 est abrogé.

ARTICLE 10 - Recours : Le présent arrêté peut faire l'objet :

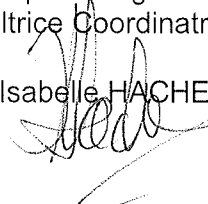
- D'un recours gracieux auprès de M. le Président du Département, à l'attention de la Direction Enfance Santé Famille, 2 bis rue de la recluse, BP 606, 07006 Privas Cedex
- Et/ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Lyon, 184 rue Duguesclin, 69433 LYON Cedex 03

dans le délai de 2 mois à compter de la réception du présent arrêté.

ARTICLE 11 : Le présent arrêté sera publié au Recueil des Actes Administratifs du Département.

Le Président
Et par délégation,
La Puéricultrice Coordinatrice de PMI

Isabelle HACHE



REÇU A
LA PRÉFECTURE LE

07 JUL. 2021

Direction Générale Adjointe Solidarités
Direction Enfance Santé-Famille
Service Ressources Enfance Famille
Isabelle HACHE
Tél : 04.75.66.78.44
Fax : 04.75.66.78.36
Email : ihache@ardeche.fr

ARRETE
portant autorisation de modification
du multi-accueil parental « Germinal »
Résidence Charles GOUNON – Bât. D
07000 PRIVAS

Privas, le 19 juillet 2021

LE PRESIDENT,

VU le Code de la Santé Publique et notamment les articles L.2324-1 à L.2324-4 et R.2324-16 à R.2324-48,

VU la demande de modification en date du 9 juillet 2021, formulée par l'association, gestionnaire de la structure « Germinal », sise à Avenue des Foulons 07000 PRIVAS, représentée par Madame La Présidente Chloé CHATEGNIER,

VU l'avis favorable du maire de la commune d'implantation,

VU l'arrêté d'ouverture au public pris par le Maire de la commune,

VU l'avis technique favorable de la Puéricultrice Coordinatrice de PMI en date du 15 mars 2019,

ARRETE

ARTICLE 1 - Autorisation : Une autorisation d'ouverture de l'établissement susnommé à partir du 27 mai 2021.

ARTICLE 2 - Capacité d'accueil maximale : 18 places.

ARTICLE 3 - Age des enfants accueillis : de 2 mois et demi à 6 ans.

ARTICLE 4 - Modalités d'accueil : en accueil régulier, occasionnel.

ARTICLE 5 - Horaires d'ouverture et de fermeture :

Ouverture du lundi au vendredi de 7h30 à 18h30.

Fermeture trois semaines fin juillet et août, deux ponts dans l'année et une semaine à Noël.

ARTICLE 6 - Prestations proposées : repas, couches, accueil enfants handicapés, accueil urgence.

ARTICLE 7 - Effectif et qualifications du personnel : La Direction est assurée par Madame Line POULET, Educatrice de Jeunes Enfants (EJE). Elle est secondée par Luce HOUDY, EJE.

Le personnel d'encadrement des enfants comprend :

- 2 EJE
- 1 auxiliaire de puériculture
- 4 personnes titulaires du CAP Petite Enfance (dont l'une en VAE d'auxiliaire de puériculture)
- 1 animatrice petite enfance

Le nombre de personnes présentes sera, au minimum de 1 personne pour 5 enfants qui ne marchent pas et 1 personne pour 8 enfants qui marchent, et plus au moment des repas.

La présence simultanée de deux personnes au minimum est obligatoire quel que soit le nombre d'enfants accueillis.

La continuité de la fonction de direction devra être assurée par une personne physiquement présente et dont la qualification est définie par l'article R. 23-24-36-2 du Code de Santé Publique.

ARTICLE 8 - Modification de l'autorisation : Tout projet de modification de la présente autorisation doit être portée à ma connaissance par lettre recommandée avec demande d'accusé de réception. A défaut de réponse de ma part dans un délai d'un mois, la modification de la présente autorisation sera réputée acquise.

ARTICLE 9 : L'arrêté du 4 octobre 2017 est abrogé.

ARTICLE 10 - Recours : Le présent arrêté peut faire l'objet :

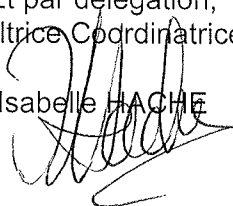
- D'un recours gracieux auprès de M. le Président du Département, à l'attention de la Direction Enfance Santé Famille, 2 bis rue de la recluse, BP 606, 07006 Privas Cedex
- Et/ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Lyon, 184 rue Duguesclin, 69433 LYON Cedex 03

dans le délai de 2 mois à compter de la réception du présent arrêté.

ARTICLE 11 : Le présent arrêté sera publié au Recueil des Actes Administratifs du Département.

Le Président
Et par délégation,
La Puéricultrice Coordinatrice de PMI

Isabelle HACHE



REÇU A
LA PRÉFECTURE LE

21 JUL. 2021

Direction Générale Adjointe Solidarités

**Direction Enfance Santé-Famille
Service Ressources Enfance Famille**

Isabelle HACHE
Tél : 04.75.66.78.44
Fax : 04.75.66.78.36
Email : ihache@ardeche.fr

**ARRETE
portant autorisation de
modification du
Multi-accueil « Les Pitchounes »
Quartier du Tribunal
07110 LARGENTIERE**

Privas, le 26 juillet 2021

LE PRESIDENT,

VU le Code de la Santé Publique et notamment les articles L.2324-1 à L.2324-4 et R.2324-16 à R.2324-48,

VU la demande de modification formulée par l'Association « Les Pitchounes », gestionnaire de la structure « Les Pitchounes », représentée par Mesdames Marion BEDEL, Lucile GOLPART, Co-Présidentes de l'Association « Les Pitchounes », en date du 22 juillet 2021,

VU l'avis favorable du maire de la commune d'implantation en date du 8 janvier 2004,

VU l'avis technique favorable de la Puéricultrice Coordinatrice de PMI en date du 14 février 2019,

ARRETE

ARTICLE 1 - Autorisation : Une autorisation d'ouverture de l'établissement susnommé dans ces locaux jusqu'au 31 décembre 2021.

ARTICLE 2 - Capacité d'accueil maximale : 23 places.

ARTICLE 3 - Age des enfants accueillis : de 2 mois et demi à 6 ans.

ARTICLE 4 - Modalités d'accueil : 23 places en accueil régulier et en accueil occasionnel

ARTICLE 5 - Horaires d'ouverture et de fermeture :

Ouverture du lundi au vendredi de 7h30 à 18h15.

Fermeture annuelle : le pont de l'Ascension, 3 semaines l'été et 2 semaines à Noël.

ARTICLE 6 - Prestations proposées : accueil d'enfants handicapés, accueil d'urgence. Repas et couches sont apportés par les parents

ARTICLE 7 - Effectif et qualifications du personnel : La Direction est assurée par Madame Delphine CAMBON, Puéricultrice D.E, remplacée durant son absence par Madame Marie-Emmanuelle GASNIER, Educatrice de Jeunes Enfants.

Le personnel d'encadrement des enfants comprend :

- 1 infirmière
- 1 Educatrice de Jeunes Enfants
- 3 Auxiliaires de puériculture
- 5 personnes ayant un CAP Petite Enfance

Le nombre de personnes présentes sera, au minimum de 1 personne pour 5 enfants qui ne marchent pas et 1 personne pour 8 enfants qui marchent, et plus au moment des repas. La présence simultanée de deux personnes au minimum est obligatoire quel que soit le nombre d'enfants accueillis.

La continuité de la fonction de direction devra être assurée par une personne physiquement présente et dont la qualification est définie par l'article R. 23-24-36-2 du Code de Santé Publique.

ARTICLE 8 - Modification de l'autorisation : Tout projet de modification de la présente autorisation doit être portée à ma connaissance par lettre recommandée avec demande d'accusé de réception. A défaut de réponse de ma part dans un délai d'un mois, la modification de la présente autorisation sera réputée acquise.

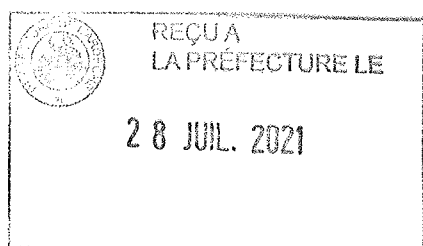
ARTICLE 9 : L'arrêté du 14 juin 2021 est abrogé.

ARTICLE 10 - Recours : Le présent arrêté peut faire l'objet :

- D'un recours gracieux auprès de M. le Président du Département, à l'attention de la Direction Enfance Santé Famille, 2 bis rue de la recluse, BP 606, 07006 Privas Cedex
- Et/ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Lyon, 184 rue Duguesclin, 69433 LYON Cedex 03

dans le délai de 2 mois à compter de la réception du présent arrêté.

ARTICLE 11 : Le présent arrêté sera publié au Recueil des Actes Administratifs du Département.



Le Président
Et par délégation,
La Puéricultrice Coordinatrice de PMI
Isabelle HACHE

Direction Générale Adjointe Solidarités

**Direction Enfance Santé-Famille
Service Ressources Enfance Famille**

Isabelle HACHE
Tél : 04.75.66.78.44
Fax : 04.75.66.78.36
Email : ihache@ardeche.fr

ARRETE
portant autorisation de
modification
du multi-accueil « Les P'tits Loups »
3, boulevard de Vernon
07600 VALS LES BAINS

Privas, le 28 juillet 2021

LE PRESIDENT,

VU le Code de la Santé Publique et notamment les articles L.2324-1 à L.2324-4 et R.2324-16 à R.2324-48,

VU la demande de modification formulée par l'association « Les P'tits Loups » sise à 3 boulevard de Vernon 07600 VALS LES BAINS, représentée par Madame Cyndie NATALI, en date du 26 juillet 2021,

VU l'avis favorable du maire de la commune d'implantation,

VU l'arrêté d'ouverture au public pris le 30 janvier 1995 par le Maire de la commune,

VU l'avis technique favorable du la Puéricultrice Coordinatrice de la PMI en date du 17 novembre 2020,

ARRETE

ARTICLE 1 - Autorisation : Une autorisation d'ouverture de l'établissement susnommé à partir du 26 juillet 2021.

ARTICLE 2 - Capacité d'accueil maximale : 22 places.

ARTICLE 3 - Age des enfants accueillis : de 3 mois à 6 ans.

ARTICLE 4 - Modalités d'accueil : en accueil régulier et occasionnel.

ARTICLE 5 - Horaires d'ouverture et de fermeture :

Ouverture du lundi au vendredi de 7h30 à 18h30.

Fermeture : deux semaines au mois d'août, 8 à 10 jours à Noël, le Pont de l'Ascension et le lundi de Pentecôte.

ARTICLE 6 - Prestations proposées : repas, couches, accueil enfants handicapés, accueil urgence

ARTICLE 7 - Effectif et qualifications du personnel : La Direction est assurée temporairement par Madame Laureen DRUET, Infirmière DE, jusqu'à l'arrivée d'une nouvelle directrice le 1^{er} septembre.

Le personnel d'encadrement des enfants comprend :

- 1 éducatrice de jeunes enfants
- 1 infirmière DE
- 3 auxiliaires de puériculture
- 7 personnes titulaires du CAP Petite Enfance

Le nombre de personnes présentes sera, au minimum de 1 personne pour 5 enfants qui ne marchent pas et 1 personne pour 8 enfants qui marchent, et plus au moment des repas. La présence simultanée de deux personnes est obligatoire quel que soit le nombre d'enfants accueillis.

La continuité de la fonction de direction devra être assurée par une personne physiquement présente et dont la qualification est définie par l'article R. 23-24-36-2 du Code de Santé Publique.

ARTICLE 8 - Modification de l'autorisation : Tout projet de modification de la présente autorisation doit être portée à ma connaissance par lettre recommandée avec demande d'accusé de réception. A défaut de réponse de ma part dans un délai d'un mois, la modification de la présente autorisation sera réputée acquise.

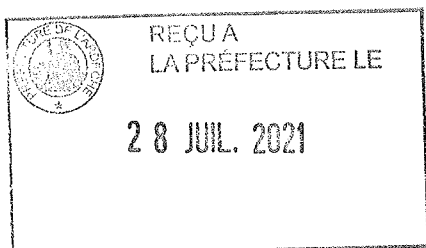
ARTICLE 9 : L'arrêté du 8 mars 2021 est abrogé.

ARTICLE 10 - Recours : Le présent arrêté peut faire l'objet :

- D'un recours gracieux auprès de M. le Président du Département, à l'attention de la Direction Enfance Santé Famille, 2 bis rue de la recluse, BP 606, 07006 Privas Cedex
- Et/ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Lyon, 184 rue Duguesclin, 69433 LYON Cedex 03

dans le délai de 2 mois à compter de la réception du présent arrêté.

ARTICLE 11 : Le présent arrêté sera publié au Recueil des Actes Administratifs du Département.



Le Président
Et par délégation,
La Puéricultrice Coordinatrice de la PMI
Isabelle HACHE

Direction Générale Adjointe Solidarités

**Direction Enfance Santé-Famille
Service Ressources Enfance Famille**

Isabelle HACHE
Tél : 04.75.66.78.44
Fax : 04.75.66.78.36
Email : ihache@ardeche.fr

ARRETE
portant autorisation de
modification
de la micro-crèche « Les Calinous »
Place de l'Eglise
07600 ST ANDEOL DE VALS

Privas, le 28 juillet 2021

LE PRESIDENT,

VU le Code de la Santé Publique et notamment les articles L.2324-1 à L.2324-4 et R.2324-16 à R.2324-48,

VU la demande de modification formulée par l'association « Les P'tits Loups » sise à 3 boulevard de Vernon 07600 VALS LES BAINS, représentée par Madame Cyndie NATALI, en date du 26 juillet 2021,

VU l'avis favorable du maire de la commune d'implantation,

VU l'arrêté d'ouverture au public pris le 14 juillet 2011 par le Maire de la commune,

VU l'avis technique favorable de la puéricultrice coordinatrice départementale de PMI en date du 17 novembre 2020,

ARRETE

ARTICLE 1 - Autorisation : Une autorisation d'ouverture de l'établissement susnommé à partir du 26 juillet 2021.

ARTICLE 2 - Capacité d'accueil maximale : 10 places.

ARTICLE 3 - Age des enfants accueillis : de 3 mois à 6 ans.

ARTICLE 4 - Modalités d'accueil : en accueil régulier et occasionnel.

ARTICLE 5 - Horaires d'ouverture et de fermeture :

Ouverture du lundi au vendredi de 7h30 à 18h00.

Fermeture deux semaines en août, 8 à 10 jours à Noël, le Pont de l'Ascension et le lundi de Pentecôte.

ARTICLE 6 - Prestations proposées : accueil enfants handicapés, accueil urgence. Les repas et les couches sont apportés par les parents.

ARTICLE 7 - Effectif et qualifications du personnel : Le suivi technique est assuré temporairement par Madame Laureen DRUET, Infirmière DE, jusqu'à l'arrivée d'une nouvelle référente technique en date du 1^{er} septembre 2021..

Le personnel d'encadrement des enfants comprend :

- 1 aide-soignante
- 1 personne titulaire du CAP Petite Enfance
- 1 animatrice

L'effectif du personnel est de 2 personnes à tout moment dès que le nombre d'enfants est supérieur à 3.

ARTICLE 8 - Modification de l'autorisation : Tout projet de modification de la présente autorisation doit être portée à ma connaissance par lettre recommandée avec demande d'accusé de réception. A défaut de réponse de ma part dans un délai d'un mois, la modification de la présente autorisation sera réputée acquise.

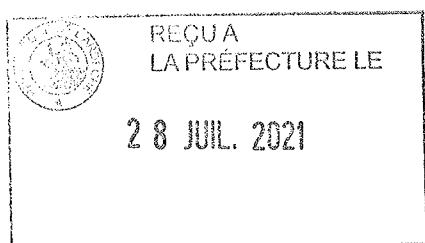
ARTICLE 9 : L'arrêté du 8 mars 2021 est abrogé.

ARTICLE 10 - Recours : Le présent arrêté peut faire l'objet :

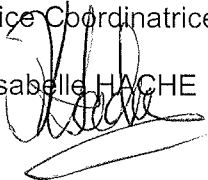
- D'un recours gracieux auprès de M. le Président du Département, à l'attention de la Direction Enfance Santé Famille, 2 bis rue de la recluse, BP 606, 07006 Privas Cedex
- Et/ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Lyon, 184 rue Duguesclin, 69433 LYON Cedex 03

dans le délai de 2 mois à compter de la réception du présent arrêté.

ARTICLE 11 : Le présent arrêté sera publié au Recueil des Actes Administratifs du Département.



Le Président
Et par délégation,
La Puéricultrice Coordinatrice de la PMI
Isabelle HACHE



**Direction Générale Adjointe Solidarités
Direction Enfance Santé-Famille
Service Ressources Enfance Famille**

Isabelle HACHE
Tél : 04.75.66.78.44
Fax : 04.75.66.78.36
Email : ihache@ardeche.fr

ARRETE
portant autorisation de
modification d'agrément
du multi-accueil « Les Ardé'Choux »
Maison de la Petite Enfance
Chemin du Grand Clos
07700 ST MARTIN D'ARDECHE

Privas, le 26 juillet 2021

LE PRESIDENT,

VU le Code de la Santé Publique et notamment les articles L.2324-1 à L.2324-4 et R.2324-16 à R.2324-48,

VU la demande de modification d'agrément en date du 26 juillet 2021, formulée par l'association « Les Ardé'Choux », gestionnaire de la structure « Les Ardé'Choux », sise à la Maison de la Petite Enfance, Chemin du Grand Clos, 07700 ST MARTIN D'ARDECHE, représentée par Madame la Présidente Alexandra CHARRET,

VU le 1^{er} arrêté portant autorisation de création d'un multi-accueil du 14 septembre 2006,

VU l'avis favorable du maire de la commune d'implantation en date du 02 janvier 2017,

VU l'arrêté d'ouverture au public pris par le Maire de la commune,

VU l'avis technique favorable de la Puéricultrice Coordinatrice de PMI en date du 30 juin 2021,

ARRETE

ARTICLE 1 - Autorisation : Une autorisation d'ouverture de l'établissement susnommé à partir du 26 juillet 2021.

ARTICLE 2 - Capacité d'accueil maximale : 20 places.

ARTICLE 3 - Age des enfants accueillis : de 3 mois à 6 ans.

ARTICLE 4 - Modalités d'accueil : en accueil régulier, occasionnel.

ARTICLE 5 - Horaires d'ouverture et de fermeture : Ouverture du lundi au vendredi de 7h00 à 18h30. Fermetures annuelles : 2 semaines en fin d'année et 3 semaines au mois d'août.

ARTICLE 6 - Prestations proposées : repas, couchés, accueil enfants handicapés, accueil d'urgence

ARTICLE 7 - Effectif et qualifications du personnel : La Direction est assurée par Monsieur Eric VASSAL, Educateur Spécialisé.

Le personnel d'encadrement des enfants comprend :

- 1 éducateur spécialisé
- 1 EJE
- 2 auxiliaires de puériculture
- 3 personnes titulaires du CAP Petite Enfance
- 2 Animatrices petite enfance

Le nombre de personnes présentes sera, au minimum de 1 personne pour 5 enfants qui ne marchent pas et 1 personne pour 8 enfants qui marchent, et plus au moment des repas. La présence simultanée de deux personnes, au minimum, est obligatoire quel que soit le nombre d'enfants accueillis.

La continuité de la fonction de direction devra être assurée par une personne physiquement présente et dont la qualification est définie par l'article R. 23-24-36-2 du Code de Santé Publique.

ARTICLE 8 - Modification de l'autorisation : Tout projet de modification de la présente autorisation doit être portée à ma connaissance par lettre recommandée avec demande d'accusé de réception. A défaut de réponse de ma part dans un délai d'un mois, la modification de la présente autorisation sera réputée acquise.

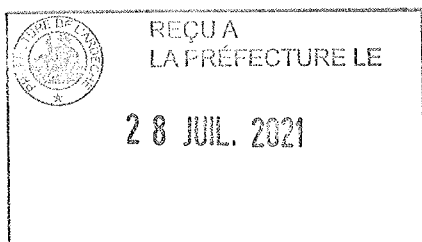
ARTICLE 9 : L'arrêté du 19 janvier 2017 est abrogé.

ARTICLE 10 - Recours : Le présent arrêté peut faire l'objet :

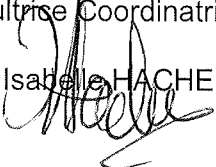
- D'un recours gracieux auprès de M. le Président du Département, à l'attention de la Direction Enfance Santé Famille, 2 bis rue de la recluse, BP 606, 07006 Privas Cedex
- Et/ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Lyon, 184 rue Duguesclin, 69433 LYON Cedex 03

dans le délai de 2 mois à compter de la réception du présent arrêté.

ARTICLE 11 : Le présent arrêté sera publié au Recueil des Actes Administratifs du Département.



Le Président
Et par délégation,
La Puéricultrice Coordinatrice de PMI
Isabelle HACHE



**POUR COPIE CONFORME AUX ORIGINAUX
DÉPOSÉS À LA DIRECTION GÉNÉRALE
DES SERVICES DÉPARTEMENTAUX**

**Pour le Président,
Le Directeur Général
des Services Départementaux**

Antonin JIMENEZ